

rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3017) relatif au contrat d'apprentissage, n° 4164. — Le 12 mars 1957, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation par décès l'arriéré dû par les caisses d'assurance-vieillesse agricoles à leurs ayants droit et à dispenser des droits de timbre et d'enregistrement les actes et pièces délivrés pour en obtenir le paiement, n° 4475. — Le 15 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4841) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale, conclue le 10 juillet 1956, n° 5919. — Le 17 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4619) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant, signé le 16 novembre 1956, à l'accord conclu à Paris le 21 avril 1952 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, n° 6343.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière : *Son article additionnel (Congés culturels en faveur des jeunes travailleurs)* [25 janvier 1957] (p. 330). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale (hors tour) relative à l'attitude du Maroc et de la Tunisie à l'égard des rebelles algériens et à la protection des Français résidant dans ces deux pays [21 février 1957] (p. 1039).

**DURBET (M. Marins)**, Député de la Nièvre (R. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé : membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 janvier 1957] (p. 314), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

#### Dépôts :

Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à assurer le financement du Fonds national de solidarité, n° 1570. — Le 3 juillet 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 20 millions et 5 millions le plafond prévu pour l'imposition au régime du forfait des personnes imposables aux bénéfices industriels et commerciaux, n° 5322.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire du Gabon—Moyen-Congo (1<sup>er</sup> collège) [27 janvier 1956] (p. 120). — Prend part à la discussion du projet de loi créant le Fonds national de solidarité : *Nombre des bénéficiaires, financement du projet* [26 avril 1956] (p. 1568, 1569); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion préjudicielle de M. Jean-Moreau pour le passage à la discussion des articles : caractère inflationniste du projet* [2 mai 1956] (p. 1650); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement remplaçant le titre du projet par celui de « Fonds national de vieillesse »* (p. 1658); Art. 4 : *Son amendement concernant les déclarations à souscrire par les intéressés* [3 mai 1956] (p. 1697); *Le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement visant le contrôle permanent par l'Etat des organismes vieillesse* (p. 1714). — Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale relative aux subventions accordées aux caisses de vieillesse de non-salariés [19 octobre 1956] (p. 4251, 4252). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, Etats G et H, P. T. T. : *Rémunération des heures supplémentaires effectuées à l'occasion des opérations électorales; accès aux recettes de 4<sup>e</sup> classe des inspecteurs-adjoints; couverture du déficit* [7 décembre 1956] (p. 5709, 5710); — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante : *Ses explications de vote* [26 décembre 1956] (p. 6232); — en quatrième lecture, d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, Article unique : *Amendement de M. Dronne (Appellation des travailleurs déportés)* [23 janvier 1957] (p. 243 et 244); — d'un projet de loi

relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Publication des conclusions du médiateur)* [5 février 1957] (p. 669 et 670); en seconde délibération : *Art. 16 de la loi du 11 février 1950 (Publication du texte de la recommandation)* [6 février 1957] (p. 695); *Ses explications de vote : Droit de contrôle du Gouvernement* (p. 697); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Ancienneté nécessaire pour bénéficier du préavis d'un mois)* [7 février 1957] (p. 728); *le retire* (p. 729); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : *Ses observations sur les difficultés des travailleurs, les manipulations de l'indice des 213 articles, la nécessité de modifier la loi sur l'échelle mobile* [19 mars 1957] (p. 1701 et 1702). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la découverte d'un dépôt clandestin d'armes de guerre à Fourchambault [17 mai 1957] (p. 2534). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer l'avis conforme du comité d'entreprise par un avis consultatif* [25 juin 1957] (p. 2936); *le retire* (p. 2937); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Aspect social de l'accord, égalisation des salaires, uniformisation des coûts de production, sort des travailleurs indépendants et des petites entreprises, installation du dirigisme économique* [4 juillet 1957] (p. 3248, 3249, 3250); — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *La diminution des recettes des collectivités locales par suite de la politique d'austérité du Gouvernement* [15 novembre 1957] (p. 4845). = S'excuse de son absence [28 février 1956] (p. 521); [6 février 1958] (p. 562). — Obtient des congés [28 février 1956] (p. 521), [6 février 1958] (p. 562).

**DURROUX (M. Jean)**, Député de l'Ariège (S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161),

[4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [7 février 1956] (p. 214); de la Commission des boissons [3 août 1956] (p. 3867) (1); de la Commission de l'agriculture [12 juin 1957] (p. 2682); de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502).

### Dépôts :

Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, n° **3343**. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de la sécurité sociale applicable aux enfants placés dans des écoles de plein air ou dans des maisons d'enfants à caractère sanitaire, n° **6640**. — Le 13 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 6474) tendant à aménager les ressources des collectivités locales, n° **6893**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, INTÉRIEUR, Titre III et IV, en qualité de Rapporteur pour avis : *Encombrement de la carrière préfectorale; Création éventuelle d'un cadre d'extinction pour les fonctionnaires des préfectures n'ayant pas bénéficié de la réforme de 1949; Parité des traitements de la Sûreté nationale avec ceux de la Préfecture de police; Situation des officiers de police; Constitution de réserves des corps urbains de la Sûreté nationale; Contrôle du Parlement sur la subvention accordée à la Préfecture de police; Création de nouvelles sections dans les tribunaux administratifs; Remboursement des frais d'élection; Garantie des recettes aux collectivités locales; Protection civile; Diminution de l'aide financière accordée aux collectivités locales* [28 novembre 1956] (p. 5234, 5235); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance; Raisons de la non-application du statut de*

(1) Délégué [29 mai 1957] (p. 2637).